

Baromètre politique

■ Les partis traditionnels retrouvent des couleurs dans le dernier baromètre politique de "La Libre".

En Flandre, la N-VA est plus que jamais incontournable.

Charles Michel (MR) fait un tabac au Nord; Paul Magnette (PS) au Sud.

Analyse Stéphane Tassin

En Wallonie et à Bruxelles, le Baromètre politique de ce mois de mars 2018 révèle un retour à la normalité. Une normalité dans les intentions de vote définie par rapport aux chiffres de la dernière décennie. Les vieux rapports de force, à quelques nuances près, sont de retour et le PTB, star des sondages depuis le scrutin de 2014 marque le pas.

1 Le MR est premier

Le MR retrouve, dans ce Baromètre, un score proche de son dernier résultat électoral (2014). La politique menée au fédéral et son arrivée au gouvernement wallon en juillet 2017 peuvent sans doute constituer des premiers éléments de réponses (voir analyse pp. 6-7). A Bruxelles, les bleus sont à nouveau numéros deux derrière le PS. D'un sondage à l'autre, les deux partis s'échangent la première place.

2 Le PS retrouve des couleurs

S'il reste loin de son score de 2014, le PS reprend des couleurs. Par rapport au dernier Baromètre (octobre 2017), il gagne presque deux pourcents d'intentions de vote. Son retour dans l'opposition en Wallonie libère le parti qui a revu quelques règles internes, notamment en matière de cumul. La personne d'Elio Di Rupo semble poser moins de problèmes qu'il y a quelques mois encore où sa présidence était, sans cesse, remise en question, essentiellement en dehors du parti. Le parti a fait bloc derrière son président qui semble désormais le mieux indiqué pour mener les deux campagnes de 2018 et 2019. Le PS ne portant plus un discours de gestion, il reprend aussi du terrain au PTB. A Bruxelles, le scandale du Samusocial avait porté un lourd préjudice au PS qui s'était écroulé dans notre précédent Baromètre (15,1 %). En six mois, les socialistes ont repris du poil de la bête puisqu'en gagnant 6% d'intentions de vote, il repasse devant le MR.

3 Le PTB en baisse

Est-ce le recul pris par le porte-parole francophone du parti, Raoul Heidebouw ou une incapacité à exister dans les débats actuels qui renvoient le PTB vers des intentions de vote

Le retour des vieux rapports de force

moins impressionnantes? On peut aussi penser que le discours martelé par le PS, sur la volonté du PTB de ne pas aller au pouvoir en cas de score électoral important commence à faire de l'effet dans l'opinion publique. Enfin, la FGFB qui avait pris, ces dernières années, un peu de distance avec le PS, semble revenir vers lui. Le secrétaire général, Robert Vertenuel, s'est d'ailleurs exprimé lors du dernier congrès en date du parti socialiste. Un signe qui ne trompe pas. A Bruxelles, le PTB, qui décollait dans le Baromètre d'octobre 2017, revient à un score avoisinant les 6%. Des électeurs socialistes, sans doute dégoûtés par l'affaire du Samusocial, sont revenus au bercail après avoir annoncé un vote en faveur du PTB en octobre 2017. Dans le même ordre d'idée, on peut aussi constater que l'affaire du Gial – du nom de cette ASBL de la Ville qui gère son parc informatique – n'a pas d'impact négatif pour le PS. La communication du bourgmestre, Philippe Close et de Karine Lalieux, qui rappelaient que l'affaire avait éclaté après un audit réalisé à la demande de la Ville a donc atteint sa cible. En conclusion, s'il devait réaliser un score tournant autour des dix pourcents aux prochaines législatives, le PTB sera moins pressé par le PS de monter dans un attelage. Le parti pourra ainsi continuer à jouer un rôle d'aiguillon, qui lui a bien réussi ces dernières années.

4 CDH, Ecolo et Défi

Le CDH que l'on disait, il y a quelques mois encore, voué à une disparition certaine, repasse, en Wallonie, au-dessus des 10%, par rapport à notre précédent sondage. A Bruxelles, il s'en rapproche mais ne franchit pas cette barre symbolique. Le CDH, avant les élections de 2014 (14%) tournait très souvent autour des 11% dans les différents sondages. Le réservoir des voix des humanistes existe donc encore. Défi, qui avait fait une percée en Wallonie après la séquence de l'été durant laquelle Olivier Maingain focalisait l'attention autour de lui, confirme qu'il faudra, sans doute, compter avec son parti lors des prochaines élections au sud du pays. A Bruxelles, par contre, le parti amarante est en légère baisse tout en restant en hausse par rapport à son score de 2014. Enfin, Ecolo, qui a le vent en poupe depuis plusieurs mois, perd un pourcent en Wallonie si on compare le score du parti avec le baromètre du mois d'octobre. Mais par rapport au scrutin de 2014, le parti vert peut se réjouir d'un gain de 9 pourcents. A Bruxelles, la tendance est, toutes proportions gardées, similaire.

La fiche technique

Un sondage par téléphone

Ce sondage d'opinion sans caractère prédictif a été mené à la demande de "La Libre"/RTBF/"De Standaard"/VRT, sur un échantillon aléatoire de 1 015 électeurs francophones résidant en Wallonie, 1 003 électeurs néerlandophones résidant en Flandre, 750 électeurs bruxellois et accessibles via un téléphone fixe ou mobile.

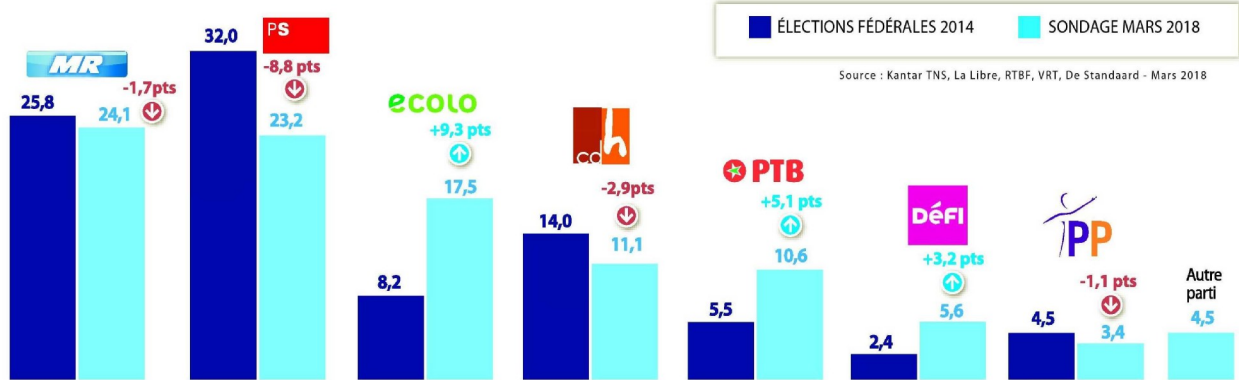
L'erreur statistique maximale est de 3,1 en Flandre et Wallonie, 3,6% à Bruxelles supérieure et inférieure au résultat obtenu pour les énoncés dans l'ensemble de l'échantillon. Les répondants ont été interrogés par téléphone du 26 février au 21 mars 2018.

Le rapport technique complet peut être consulté sur www.febelmar.be.

WALLONIE

Le MR en tête devant le PS

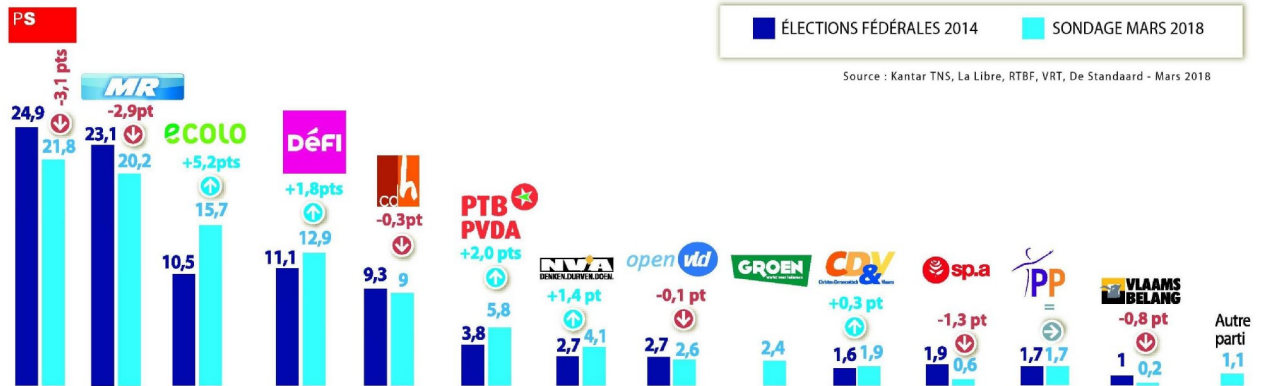
Si le PS remonte dans les intentions de vote au sud du pays, c'est le MR qui prend la première place en réalisant un score très proche de celui qu'il avait affiché lors du scrutin régional de mai 2014.



BRUXELLES

Le PS toujours en tête devant le MR

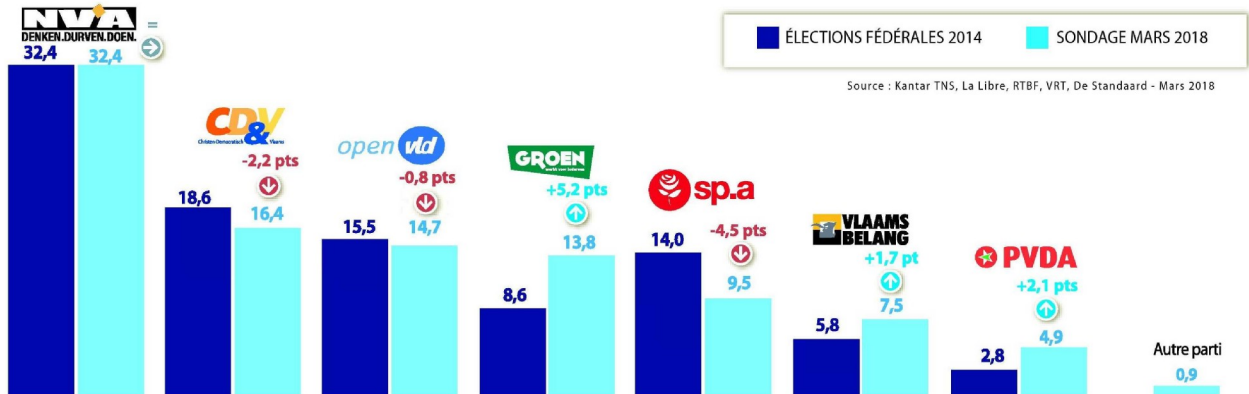
Dans la capitale, les deux premiers partis que sont le Parti socialiste et le MR perdent des plumes, en ce qui concerne les intentions de vote, par rapport à leurs scores respectifs de mai 2014. Les écologistes bruxellois enregistrent, de leur côté, une hausse significative avec 15,7 % d'intentions de vote exprimées. Défi progresse également à Bruxelles tandis que le CDH se fragilise.



FLANDRE

La N-VA, pile poil comme en mai 2014!

En Flandre, personne ne contestera le retour en force de la Nieuw-Vlaamse Alliantie, créditée de 32,4 % d'intention de vote, soit son score des élections fédérales du 24 mai 2014. L'écart se recreuse par rapport au CD&V, à nouveau en recul, tout comme l'Open VLD, alors que Groen a dépassé le SP.A. Enfin, les extrêmes augmentent, mais de manière non déterminante. Ainsi le Belang a légèrement progressé, mais le PVDA n'a toujours pas atteint le seuil électoral.



| MIGRATION |

Visites domiciliaires : les Flamands sont pour, les Wallons sont contre

S'il est bien un sujet qui divise les Belges francophones et les Belges néerlandophones, c'est celui concernant les visites domiciliaires.

Pour rappel, le secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration Theo Francken (N-VA) a déposé un projet de loi très polémique devant le Parlement. Il entend permettre à la police de visiter un domicile privé lorsqu'elle suspecte que des personnes en séjour illégal et ayant reçu l'ordre de quitter le territoire y séjournent. Ce droit serait cependant soumis à l'autorisation d'un juge d'instruction.

Le texte ayant soulevé une importante polémique au sein de la population et dans les rangs du Parlement, il est actuellement gelé et sur le bureau du Premier ministre Charles Michel (MR). Ce dernier entend "prendre le temps" de réexaminer le projet pour, promet le gouvernement, y expliciter plus clairement que le texte ne vise pas en priorité les hébergeurs.

Les visites domiciliaires divisent

En attendant, donc, la population belge se trouve très partagée.

En Wallonie, 45 % de la population y serait opposée (12 % ne sont "plutôt pas d'accord", et 33 % "pas du tout d'accord"). 42 % des Wallons se disent "tout à fait" (24 %) ou "plutôt" (18 %) d'accord.

A Bruxelles, les résultats sont encore plus hostiles au projet de loi. 52 % des sondés de la capitale s'y opposent, alors que 37 % sont pour. Parmi les opposants, 13 % ne sont "plutôt pas d'accord", et 39 % ne sont "pas du tout d'accord".

Les retours sont, en revanche, tout autres en

Flandre. Au Nord du pays, 71 % des électeurs se réjouiraient de la perspective des visites domiciliaires. Plus de 40 % des sondés sont "tout à fait" d'accord avec ce projet de loi, et 30 % des sondés sont "plutôt" d'accord. Seuls 11 % des Flamands sont "plutôt pas d'accord", et 9 % "pas du tout d'accord".

L'hébergement des migrants

L'autre question qui a soulevé ces derniers mois la polémique autour de la personne de Theo Francken est la nécessité ou non, dans le chef des pouvoirs publics, d'assurer l'hébergement des migrants passant par la Belgique, mais étant en transit vers la Grande Bretagne. Le gouvernement refusant d'ouvrir un centre d'accueil et d'orientation, c'est, à Bruxelles, la plateforme citoyenne qui a pris en charge l'hébergement de ces migrants. Pour le coup, cependant, les Belges sont relativement sur la même longueur d'onde.

En Wallonie 48 % des sondés estiment que cette prise en charge doit relever des pouvoirs publics. 32 % sont contre et 20 % sont indécis ou sans opinion.

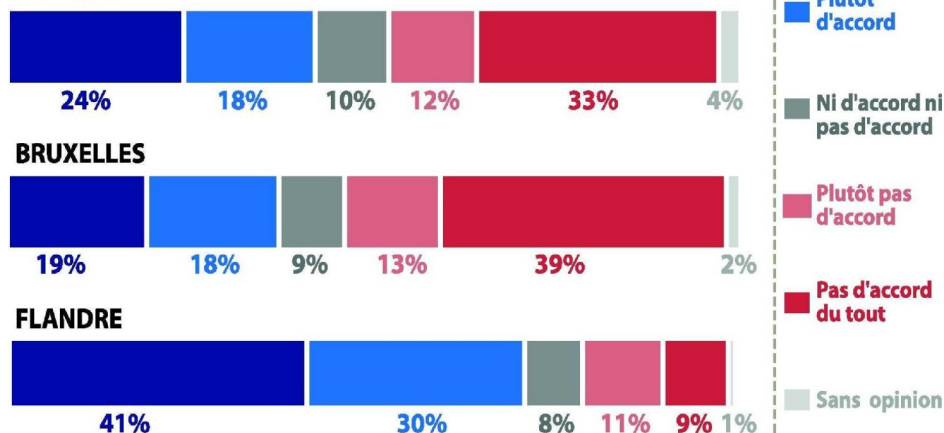
A Bruxelles, plus de la moitié des personnes sondées (55%) sont en faveur d'une telle prise en charge des pouvoirs publics. Les opposants à une telle prise en charge sont 26 %, 20 % des Bruxellois sont indécis ou sans opinion.

Enfin, du côté de la Flandre, le sondage estime à 55 % les électeurs qui souhaitent que les pouvoirs publics organisent un tel hébergement. 30 % seraient contre, alors qu'on estime les "sans opinion" et les indécis aux environs de 15 %.

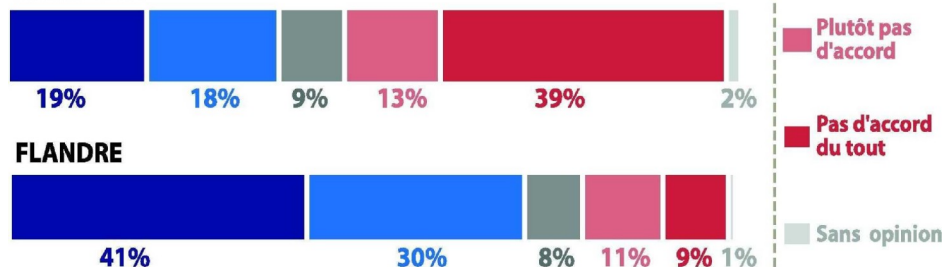
BdO

LA POLICE DEVRAIT AVOIR LE DROIT DE **VISITER UN DOMICILE PRIVÉ** LORSQU'ELLE Y SUSPECTE DES PERSONNES EN SÉJOUR ILLÉGAL

WALLONIE



BRUXELLES



FLANDRE



Le MR ne paie pas ses récentes divisions internes

Est-ce la ligne politique suivie par le MR était la bonne? Plusieurs personnalités libérales (Des-texhe, Courtois...) ont réclamé un virage à droite de leur parti, jugé trop aligné sur le libéralisme social cher à Louis Michel. Le week-end dernier, dans "La Libre", le président Olivier Chastel les a éconduits. Selon lui, le MR a vocation à occuper le centre droit de l'échiquier politique et il refuse de voir émerger en interne un courant plus conservateur. Le positionnement actuel serait donc le bon.

Le nouveau baromètre semble donner raison à Olivier Chastel, sur le plan du positionnement électoral en tout cas. Avec 24,1 % des intentions de vote en Wallonie, le MR flirte avec ses résultats électoraux de 2014 et repasse devant le PS. A Bruxelles, les libéraux se tassent toutefois légèrement (20,2 %) par rapport au dernier sondage et retombe à la deuxième place en raison de la performance des socialistes.

Pour les bleus, les résultats sont donc corrects sans être un triomphe. La bonne nouvelle pour ces derniers, c'est qu'ils n'ont pas souffert de la vive polémique autour des visites domiciliaires (qui permet d'arrêter chez un tiers des personnes en séjour illégal). Le projet du gouvernement fédéral a été très critiqué car jugé liberticide par certains, y compris au MR. Par exemple, la présidente du Sénat, Christine Defraigne, y est publiquement opposée. Le dossier a été mis en suspens et a été renvoyé chez le Premier ministre qui retravaille le

texte afin de répondre aux inquiétudes qu'il suscite.

"Notre électorat n'a pas le choix"

Quoi qu'il en soit, la polémique et les divisions internes sur les visites domiciliaires n'effarouchent pas vraiment les électeurs libéraux. "Au contraire, nuance un mandataire libéral, sans toutes ces hésitations sur les visites domiciliaires, on aurait pris cinq points dans votre sondage. Le truc, c'est que notre électorat n'a pas vraiment le choix de voter pour une autre formation."

En effet. Une analyse plus fine des chiffres de notre nouveau baromètre met en évidence une forte fidélité des sympathisants libéraux au MR et à ses personnalités politiques. C'est le syndrome de la citadelle assiégée : au fédéral, le MR gouverne seul du côté francophone et n'a donc aucun allié à la Chambre. Les attaques permanentes depuis bientôt quatre ans ont braqué les électeurs libéraux, les poussant à considérer le MR comme le seul parti pour lequel ils peuvent voter.

Autre élément d'analyse: la bonne santé du MR en Wallonie, alors que les libéraux sont revenus au pou-

SUCCÈS PERSONNEL Magnette fédère Wallonie et Bruxelles

Paul Magnette (PS)
Bourgmestre de Charleroi.

Qu'il semble loin le temps où Maggie De Block (Open VLD) réalisait le grand chelem en trustant la première place du volet "popularité" de ce Baromètre dans les trois régions du pays. Passée de la politique de l'asile à celle de la santé, elle a fini par dégringoler. En cette fin mars 2018, les Wallons et les Bruxellois semblent s'accorder sur un autre nom. Celui de Paul Magnette. L'ancien ministre-Président wallon qui s'est replié sur son mandat de bourgmestre de Charleroi n'occupe plus médiatiquement le terrain. Si ce n'est de temps en temps, pour garder la forme. Et pourtant, c'est lui qui caracole en tête du classement, en Wallonie (comme en octobre 2017) et - c'est plus étonnant - à Bruxelles, où il était encore quatrième il y a six mois. Sa prise de recul ne fait manifestement pas de lui un réprouvé.

A l'époque où le président du PS, Elio Di Rupo, était attaqué de toutes parts, Magnette, que certains poussaient à prendre la présidence, presque de force, a temporisé. En annonçant qu'il serait candidat à ce poste, le jour où Di Rupo passerait la main, il a mis fin à toutes velléités de guerre civile qui existaient de façon larvée au PS.

Il applique le décumul

En délaissant son poste de député wallon pour

son seul mandat de bourgmestre respectant, de facto, les nouvelles règles du parti qui visent le décumul entre une fonction de député et un mandat de bourgmestre d'une ville de plus de 50 000 habitants, il fait ce qu'il dit. Et en général, cela plaît.

Jamais atteint, impliqué ou soupçonné dans une seule affaire depuis son entrée en politique, Paul Magnette fait figure d'homme probe. Ses sorties offensives à l'encontre de camarades liégeois malmenés par l'affaire Publifin l'ont placé loin de la mêlée. Et finalement, sa mise sur la touche par le renversement d'alliance voulu, en juin dernier par le CDH, lui permet de ne plus être jugé sur son action à la tête de la Wallonie. Il laisse aussi le souvenir du résistant face au Ceta. Un combat auquel il aura mis fin au bon moment... pour lui. Les Wallons et les Bruxellois n'oublient pas non plus qu'il est sans doute l'un des rares politiques francophones capable de tenir la dragée haute à Bart De Wever. Et en néerlandais, qui plus est. Pour l'heure, retiré des affaires wallonnes, Magnette peut tranquillement capitaliser sur cette popularité de plus en plus ancrée et attendre sagement son heure. Assuré, sans doute, d'être reconduit à la tête de sa Ville en octobre prochain, il est serein. Et la sérénité, ça paye.

S.Ta.

PREMIER PARTI DU PAYS

La N-VA retrouve son poids des dernières élections

Retour à la case électorale de départ. Si les élections législatives avaient lieu ce dimanche, le son des cloches pascales tinterait plus qu'agréablement aux oreilles des cadres et des militants de la N-VA. Et pour cause: selon les résultats de notre baromètre politique de printemps, le parti de Bart De Wever retrouverait pile poil son score record de mai 2014, qui lui avait ouvert toutes grandes les portes du pouvoir fédéral, après avoir repris position en force avec la présidence au niveau régional et communautaire flamand.

Au siège de la N-VA, on ferait d'autant plus volontiers sauter les bouchons que pour retrouver un niveau presque équivalent, il fallait remonter au baromètre de septembre 2015, où le parti avait engrangé 31,1 % des intentions de vote. Depuis lors, il a fallu attendre la consultation d'octobre 2017 pour pressentir un frémissement de remontée même si à l'époque, le curseur s'était arrêté à 28 %.

Deux électeurs N-VA pour un CD&V

Derrière la N-VA, l'écart se recreuse aussi et prend même une dimension exceptionnelle puisqu'à 0,2 % près, le parti dauphin, le CD&V, n'a plus que la moitié des intentions de vote par rapport à son ex-partenaire de cartel. Pire: le CD&V reste en dessous de son score de mai 2014. Pas de quoi s'enthousiasmer chez les chrétiens démocrates qui étaient repartis l'an dernier vers les 20 % d'intentions de vote sans pour autant pouvoir les atteindre.

De son côté, l'Open VLD doit se ranger à l'idée qu'il reste abonné à un régime de montagnes russes, entendez: de légères poussées suivies chaque fois de recul. A l'évidence, les formations centristes flamandes avec des aspirations à pencher plus à droite ne peuvent espérer reprendre du poil du lion flamand. L'électeur nordiste est visiblement toujours sous l'influence de la force conservatrice de la N-VA.

Une polarisation qui se renforce

En même temps, le présent baromètre montre une polarisation renforcée au Nord du pays avec un parti écologiste

qui, affichant un score supérieur de 5 % à la confrontation des urnes de mai 2014, continue à prendre de l'ascendant sur le SP.A. Ce dernier a, de son côté, toutes les peines du monde à se maintenir au-delà des 10 % de l'électorat flamand. Du côté de l'extrême droite, le Vlaams Belang se voit créditer de 7,5 % d'intentions de vote. Une progression certes, mais loin d'être décisive pour espérer écorner la puissance des nationalistes "propres sur eux".

Cette légère poussée tend à montrer que ses sympathisants estiment qu'il ne faut rien attendre, pour l'heure, d'une Nieuw-Vlaamse Alliantie qui s'enlise dans les délices du pouvoir national et peu encline à faire avancer la cause séparatiste. Qui plus est, la N-VA est loin de rassurer les électeurs flamands les plus racistes en s'ouvrant à des candidates au profil allochtone marqué, quand bien même elles ne cachent pas leur rejet d'un islam "pur et dur".

Enfin, si la gauche traditionnelle piétine, l'extrême gauche ne s'envole pas pour autant puisque le Partij van de Arbeid ne parvient pas à atteindre le seuil électoral.

Pas de "tsunami" jaune et noir à Bruxelles

Dans la capitale, si les nationalistes flamands améliorent encore un chouïa leur score (+ 0,2 %) par rapport à notre dernier baromètre d'octobre 2017, avec quelque 4,1 % d'intentions de vote exprimées, on est bien loin de la percée fulgurante que d'aucuns prédisaient ces derniers temps, singulièrement ces dernières semaines.

Une N-VA à ce point forte qu'elle serait en mesure de bloquer toutes les institutions régionales bruxelloises, telle était la crainte formulée par une part significative de la classe politique francophone si d'aventure la N-VA devenait incontournable en Région bruxelloise lors du scrutin de mai 2019. Si l'on se réfère aux résultats de ce présent baromètre, force est de constater que ce n'est pas (encore?) le cas. Pour rappel, l'exécutif bruxellois a cette particularité qu'il doit obligatoirement être soutenu au Parlement par une double majorité: l'une francophone et l'autre néerlandophone.

Les nationalistes flamands n'ont jamais caché leur intention de faire de Bruxelles une sorte de sous-région dépendante des deux grandes communautés que sont la Flandre et la Wallonie. A la fin du mois dernier, dans "La Libre", le député bruxellois Ecolo Alain Maron avait fait ainsi une sortie remarquée en suggérant de recourir à l'échelon régional à un mécanisme anti-Vlaams Belang permettant de contourner la N-VA à Bruxelles.

Un parti populaire qui ratisse large

Quelques semaines plus tard, toujours dans nos colonnes, c'était au tour de l'ancienne vice-Première socialiste Laurette Onkelinx de ne pas exclure cette

possibilité. "La N-VA n'aime pas Bruxelles", avait-elle ainsi déclaré.

Pas de "tsunami" électoral de la N-VA à Bruxelles donc... mais, qui sait, les choses pourraient encore changer d'ici les élections de 2019 si d'aventure la N-VA décidait, par exemple, de placer dans la capitale l'un de ses personnalités "poids lourd", comprenez une locomotive électorale tout droit venue du Nord du pays.

Pour le reste, de toute évidence, la N-VA est devenu un grand parti populaire, plébiscité dans toutes les couches de la population. Autant dire qu'elle n'est pas près de quitter l'avant-scène politique.

Alice Dive et Christian Laporte

WALLONIE

Un trio PS, comme à la grande époque

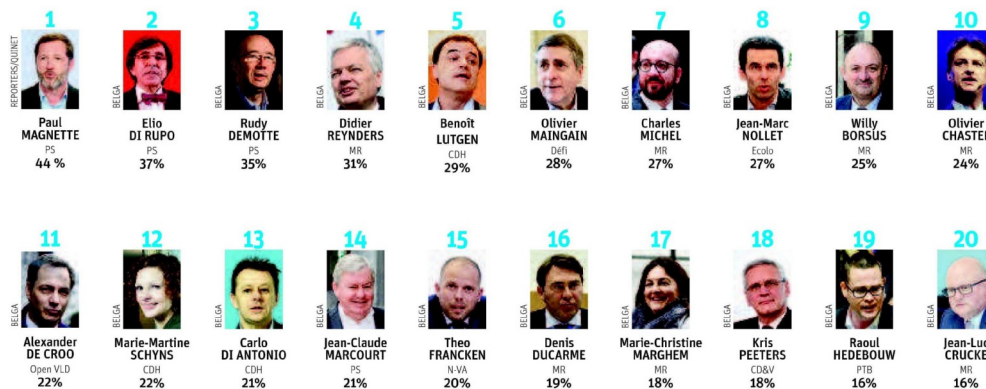
Un trio socialiste sur le podium des personnalités politiques préférées des Wallons. On se croirait revenu à la grande époque du PS lorsqu'il surdominait le paysage francophone. Une différence notable, cependant: l'ordre des élus. Le bourgmestre de Charleroi Paul Magnette devance son président de parti Elio Di Rupo. Un signe des temps... Mais "la" surprise, c'est la troisième place de Rudy Demotte, ministre-Président de la Communauté française (ou Fédération Wallonie-Bruxelles), pourtant très discret sur la scène médiatique. On notera aussi que chaque membre du trio gagne des points de popularité. Conjointement à la performance honorable du PS dans les intentions de vote, cela semble indiquer que les socialistes ont fini de manger leur pain noir.

A. C.

5^e

position pour Benoît Lutgen

Benoît Lutgen revient de loin... Sans doute a-t-on enterré un peu vite le CDH et son président de parti, moribonds dans les derniers sondages. Le Bastognard pointe à la cinquième place dans le classement des personnalités préférées et réalise une très belle progression de quatre points. Surtout, il repasse devant le président de Défi, Olivier Maingain. Tout un symbole dans la lutte pour le centre politique que vont se mener les deux formations lors des élections de 2018 et de 2019.



Ecolo

Jean-Marc Nollet, un vert solitaire

Coprésidents absents. Si Ecolo se porte bien dans les Intentions de vote, bien au-dessus de ses résultats électoraux de mai 2014, ses coprésidents sont nettement plus discrets. Zakia Khattabi et Patrick Dupriez pointent à des anecdotes 23^e et 30^e places (sur trente personnalités politiques testées). Jean-Marc Nollet (8^e), l'omniprésent chef du groupe Ecolo-Groen à la Chambre, est le seul vert à figurer dans le top 20 (même s'il perd trois points par rapport au précédent sondage). Pour Ecolo, cela reste une gageure de placer durablement ses représentants dans les personnalités les plus populaires.

+5

points pour Theo Francken

Theo Francken réalise la plus forte progression en Wallonie. Le très polémique secrétaire d'Etat n'est peut-être "que" 15^e dans le classement, mais il vient surtout de gagner cinq points par rapport au précédent sondage.

PTB

Raoul Hedebouw en petite forme

On le voyait déjà devenir la personnalité politique favorite des Wallons. Raoul Hedebouw prend plutôt la direction inverse du classement. Le député fédéral et porte-parole du PTB descend à la 19^e place (-2 points). C'est sans doute la conséquence d'une moindre présence, ces derniers temps, dans les médias francophones puisque le Liégeois a désormais la mission de booster son parti en Flandre où il est bien plus faible qu'en Wallonie.

La suite du classement (30 personnalités testées)

Les résultats de la 21^e à la 30^e place : Daniel Bacquelaine (MR); Jan Jambon (N-VA); Zakia Khattabi (Ecolo); Céline Fremault (CDH); René Collin (CDH); Pierre-Yves Jeholet (MR); Alda Greoli (CDH); Valérie De Bue (MR); Pierre-Yves Dermagne (PS); Patrick Dupriez (Ecolo).

BRUXELLES

Maingain détrôné par Magnette



ALEXIS TRULLOT

Certes, il n'y a qu'un pourcent de préférence qui les sépare. Mais tout de même. Voilà le président de Défi, Olivier Maingain, détrôné dans la capitale par le socialiste wallon Paul Magnette. Une petite surprise. Lors de notre précédent baromètre automnal, le bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert avait confirmé un véritable état de grâce avec, en prime, une percée inédite de son parti. Il maintient toutefois sa place devant les deux poids lourds MR que sont Didier Reynders et Charles Michel à nouveau au coude-à-coude (chacun avec 35 %) à Bruxelles.

Le président de Défi n'est plus en total état de grâce.

AL. D.

Milquet reprend des couleurs

Joëlle Milquet parvient non seulement à se maintenir dans le top 10 des personnalités dans la capitale, mais remonte en plus de trois places. Celle qui fut longtemps la championne du CDH en popularité reste, en outre, l'unique Bruxelloise du parti humaniste qui se classe dans les 20 premiers. En bas de classement, on ne trouve guère que Benoît Lutgen, le président du parti. La situation illustre sans doute la peine qu'éprouve le CDH à faire émerger ses personnalités bruxelloises.



BELGA

Parmi les nouvelles personnalités testées

L'entrée fulgurante de Fadila Laanan

Percée. Nouvelle personnalité testée de ce baromètre politique, Fadila Laanan figure désormais parmi les politiques bruxelloises socialistes les plus populaires. On la retrouve ainsi à la 13^e place, au coude-à-coude (23 % chacune) avec Laurette Onkelinx. On soulignera au passage que la présidente de la fédération bruxelloise du PS se fait quant à elle sortir du top 10 qu'elle occupait encore dans notre baromètre d'octobre 2017. **AL. D.**

Partis flamands

Pascal Smet et Theo Francken s'installent

Provocateurs. Critiqué au sein et en dehors de son parti, le SPA, pour ses sorties provocatrices successives, le ministre bruxellois de la Mobilité Pascal Smet confirme dans le présent baromètre politique une petite remontée en matière de taux de popularité à Bruxelles (+4 %). On se souvient, entre autres, des propos polémiques de l'intéressé qui avait comparé Bruxelles à une prostituée dans un entretien accordé au magazine "Politico". De son côté, le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration Theo Francken reste le nationaliste flamand le plus populaire dans la capitale. **AL. D.**

10^e

S'il conserve le même taux de popularité que lors de notre dernier baromètre, on notera que le ministre-Président PS Rudi Vervoort se retrouve désormais à la dernière place du top 10.

La suite du classement (30 personnalités testées)

Les résultats de la 21^e à la 30^e place: Céline Fremault (CDH), Vincent De Wolf (MR), Marie-Martine Schyns (CDH), Willy Borsus (MR), Sophie Wilmès (MR), Guy Vanhengel (Open VLD), Daniel Bacquelaine (MR), Cécile Jodogne (Défi), Bianca Debaets (CD&V) et Patrick Dupriez (Ecolo).

FLANDRE

Charles Michel reste le "nummer een"



Le Premier, bon bilingue, est apprécié en Flandre.

Nul n'est prophète dans sa région ou dans sa Fédération... Comme lors de notre consultation précédente, le Premier ministre fédéral francophone reste la personnalité politique préférée des Flamands. Mieux il renforce sa position à l'instar des "topministers" de la majorité suédoise. Seule exception: Hilde Crevits, vice-ministre-Présidente flamande (CD&V), reste sur le podium. Pas seulement comme ministre de l'Enseignement. Elle est aussi proche de Beweging.net, auparavant l'Algemeen Christelijk Werknemersverbond, l'ex-Moc flamand.

C.Le

Bart De Wever fait du surplace

Le président de la N-VA n'a récemment pas été avare en majes déclarations politiques et formules chocs. Qu'on songe à son rejet imagé du port du voile, à sa condamnation du comportement des musulmans, à la position des citoyens romains face aux étrangers. Ces propos imagés n'ont pas fait progresser sa cote de popularité.



REPORTERS / GYS

Le PVDA n'atteint pas le seuil électoral

Peter Mertens. En Flandre, le Partij van de Arbeid, l'aile flamande du PTB ne s'envole pas, n'atteignant pas le seuil électoral de 5%. Il en va de même pour son président (national). Peter Mertens, auteur-idéologue de plusieurs ouvrages avait fait le 3^e score aux communales à Anvers en 2012 mais ne s'impose pas dans le reste de la Flandre. **C.Le**

CD&V au milieu du gué

Le président écartelé

Wouter Beke. Quinzième personnalité politique flamande, le président du CD&V a dû plusieurs fois monter au créneau pour calmer certaines ardeurs au sein de son parti. Il n'a pas été très heureux lorsqu'il a fallu recadrer Hendrik Bogart mué en pamphlétaire et récemment Pieter De Crem qui plaidaient pour une politique plus sévère en matière sociétale et économique. Il faut dire que le "voorzitter" joue à l'équilibriste entre des décisions plus conservatrices et la tentation d'incarner une certaine gauche au fédéral à travers l'ex-courant démocrate-chrétien. **C.Le**

5^e

parti de Flandre

Face à la bonne tenue de Groen, le SP.A de John Crombez a de la peine à reprendre le leadership à gauche.

La suite du classement (30 personnalités testées)

Les résultats de la 21^e à la 30^e place: Johan Van Overtveldt (N-VA), Wouter Van Besien (Groen), Philippe Muyters (N-VA), Kristof Calvo (Groen), Meryame Kitir (SP.A), Sven Gatz (Open VLD), Filip Dewinter (Vlaams Belang), Peter Mertens (PVDA), Tom Van Grieken (Vlaams Belang) et Joris Vandenbroucke (SP.A).